



Claude d'HARCOURT
Préfet de la Région Pays de la Loire
Préfet de la Loire-Atlantique

À travers ce dixième rapport d'activités, il nous a semblé important, autorité préfectorale et direction, de souligner l'implication des agents dans le portage au quotidien des politiques publiques.

La Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), créée il y a 10 ans par la fusion des trois directions départementales en charge de l'équipement, des affaires maritimes et de l'agriculture, se caractérise par la convergence de ces différentes expertises. Elle est très présente au côté des collectivités, des acteurs économiques, des associations ou des citoyens pour les accompagner dans leurs projets et garantir collectivement un développement durable et résilient de nos territoires.



Pierre BARBÉRA
Directeur adjoint

Thierry LATAPIE-BAYROO
Directeur départemental

Sandrine SELLIER-RICHEZ
Directrice adjointe,
déléguée à la mer et au littoral

En 2019, au-delà des missions générales de la DDTM, les agents ont été particulièrement mobilisés par la gestion et les conséquences des aléas climatiques sur les activités agricoles et de pêche, et sur l'environnement. La DDTM a contribué aux dossiers de réaménagement de l'aéroport de Nantes-Atlantique et de la centrale de Cordemais et a initié la révision des plans de prévention des risques inondation (Loire Amont et Sèvre Nantaise).

L'année 2020 devrait voir s'intensifier les interventions en lien avec la transition écologique et solidaire, la lutte contre l'artificialisation des terres, la rénovation thermique des logements, les opérations de revitalisation des territoires et le développement de l'offre de logements adaptés.



Christophe PERROQUIN
Aménagement durable



Annaïg LE MEUR
Observation, prospective, évaluation, développement durable

Aménagement du territoire

Avec environ 17 000 nouveaux habitants par an, la Loire-Atlantique connaît une forte croissance démographique. Le département compte 17 intercommunalités dont 1 métropole et 4 communautés d'agglomération. Il se caractérise par sa vitalité économique, ses espaces littoraux et ses très nombreuses zones humides.

Pour une consommation d'espace réduite

La gestion économe de l'espace est un enjeu collectif majeur dans un département où l'activité économique est dynamique et la croissance démographique élevée. La DDTM accompagne les collectivités lors de l'élaboration de leur document de planification pour prendre en compte ces enjeux.

Trois premiers Plans locaux d'urbanisme (PLU) intercommunaux ont été approuvés : Erdre et Gesvres, Loire et Sillon (partiel) et Nantes Métropole. La dimension intercommunale de ces documents permet d'agir efficacement en faveur d'une gestion économe de l'espace. Environ 1 000 ha de zones à urbaniser ont retrouvé un zonage agricole ou naturel. Quatre autres PLUi sont en cours d'élaboration. Les communes disposent ainsi d'un cadre sécurisé pour leur projet de développement.

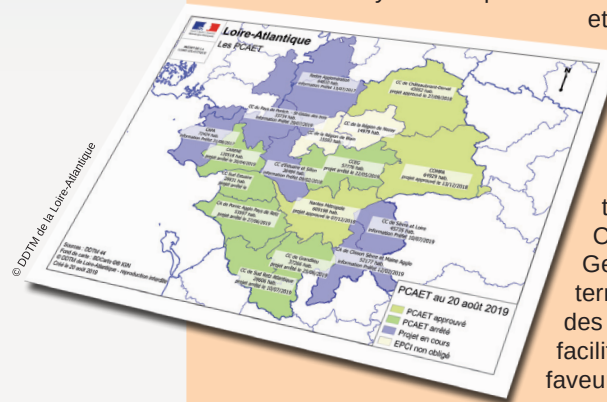
La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) s'est réunie à 13 occasions. Près de 36 dossiers ont été examinés. La présence des maîtres d'ouvrage en commission permet d'échanger les points de vue et de déterminer collectivement des pistes de réduction de la consommation d'espace.

L'instruction gouvernementale du 29 juillet 2019 en faveur d'une gestion économe de l'espace confirme l'action d'accompagnement menée par la DDTM pour tendre à terme, avec les collectivités et les porteurs de projet, vers l'objectif de zéro artificialisation nette.

Pour une transition écologique et solidaire

La DDTM accompagne les collectivités dans l'élaboration de leurs Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET). L'appui se traduit également au travers du réseau Transition énergétique Loire-Atlantique (TELA), animé par le Syndicat départemental d'énergie de Loire-Atlantique (SYDELA) et la DDTM. Neuf Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sur quinze ont finalisé leur PCAET traduisant ainsi la bonne dynamique de la Loire-Atlantique.

La DDTM a participé au contrat de transition écologique (CTE) de la Communauté de communes Erdre et Gesvres. Cette démarche inédite sur le territoire a permis de fédérer l'ensemble des services et opérateurs de l'État pour faciliter la mise en œuvre des projets en faveur de la transition écologique.



Un nouveau CHU

La DDTM a réalisé l'instruction du permis de construire du futur Centre hospitalier universitaire (CHU) de Nantes, d'une surface de plancher de 209 000 m² pour un montant prévisionnel de 953 M€. Son ouverture sur l'île de Nantes est prévue en 2026.

Monsieur le Préfet a signé l'arrêté de permis de construire le 16 juillet 2019



Accompagner les collectivités

Les coordonnateurs territoriaux Est et Ouest sont les interlocuteurs privilégiés des collectivités, des sous-préfets et des acteurs du territoire dans tous les domaines de la DDTM pour accompagner les projets et porter les politiques publiques prioritaires.

Avec leurs équipes, ils accompagnent les démarches et projets structurants : les programmes d'«Action Cœur de Ville» de Châteaubriant et de Saint-Nazaire, la concertation relative au projet de réaménagement de Nantes-Atlantique, la démarche prospective 2060 du parc naturel régional de Brière, la révision de contrats territoriaux milieux aquatiques ainsi que des projets de zones d'aménagement concerté, de réseaux de chaleur et d'équipements publics.



Gweldaz LE SAUZE
Réseau territorial Est



Yvan FORGEUX
Réseau territorial Ouest

+ La DDTM, c'est aussi...

- 16 500 dossiers de fiscalité de l'urbanisme traités générant 30 M€ de recettes pour les communes, 12,6 M€ pour le Département et 3,6 M€ pour l'archéologie préventive
- 42 révisions de documents d'urbanisme (SCoT, PLUi, PLU) accompagnées par l'État
- 72 dossiers examinés par la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et 25 par la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)
- 54 dossiers avec un conseil architectural ou paysager aux collectivités
- 75 déclarations et autorisations préalables instruites dans le domaine de la publicité
- 4 révisions de Règlement local de publicité (RLP) accompagnées par l'État
- 11 Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) engagés par les collectivités et accompagnés par l'État et 49 opérations Territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) financées pour 2,9 M€





Damien
PORCHER-
LABREUILLE
Mer et littoral

Mer et littoral

Pour le compte du préfet de département ou du préfet maritime, la DDTM suit l'ensemble des navires et des marins immatriculés en Loire-Atlantique, veille à la sécurité des usagers de la mer et contribue à la gestion durable du littoral. Par ailleurs, elle met en application les plans de contrôle des pêches et de l'environnement marin définis par le préfet de région visant à préserver les ressources halieutiques et la préservation de la faune et la flore marines.

Former à la prévention des risques professionnels maritimes

La formation des marins à la sécurité est primordiale afin de prévenir les accidents en mer.

La DDTM a organisé pour la première fois deux journées d'exercices au profit de 70 participants essentiellement de la pêche et de la conchyliculture auxquelles ont participé notamment la DIRECCTE⁽¹⁾, la DIRM NAMO⁽²⁾, le CROSS⁽³⁾ Étel, le lycée professionnel maritime de Nantes, la SNSM⁽⁴⁾, le port et la coopérative maritime de La Turballe ainsi que le Comité régional des pêches et des élevages marins (COREPEM).

Différents ateliers ont été proposés (ex : radeau de sauvetage, survie, feu/pyrotechnie, communications radio, formations médicales).

⁽¹⁾ DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

⁽²⁾ DIRM NAMO : Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest

⁽³⁾ CROSS : Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage

⁽⁴⁾ SNSM : Société nationale de sauvetage en mer



© DDTM de la Loire-Atlantique

Renforcer la sécurité des loisirs nautiques

La DDTM a coordonné l'action des moyens nautiques de l'État engagés sur la sécurisation du plan d'eau à l'occasion de « Débord de Loire 2019 », fin mai, et du départ de la 50^e édition de « La Solitaire du Figaro », le 2 juin.

La sécurisation lors de la remontée de la Loire de l'Hermione, du Belem et de la flotte des plaisanciers a été l'un des moments forts de « Débord de Loire 2019 »

+ La DDTM, c'est aussi...

- 1 680 marins et 290 navires professionnels gérés
- 540 navires de plaisance immatriculés en neuf et 2 800 changements de propriétaire effectués
- 4 300 permis plaisance délivrés
- 23 bateaux-écoles agréés
- 160 autorisations d'occupation du Domaine public maritime (DPM) délivrées
- 39 manifestations autorisées sur le DPM
- Plus de 400 navires de plaisance contrôlés et 5 permis plaisancier suspendus pour excès de vitesse



Arnaud
GONTAN
Économie agricole

Agriculture

Afin de maintenir le potentiel de production agricole, d'aider l'installation des agriculteurs, d'accompagner l'agriculture répondant aux enjeux environnementaux ou pour soutenir les exploitations touchées par les crises climatiques, sanitaires ou économiques, la DDTM met en œuvre les dispositifs d'aide financière construits par l'Europe, l'État et les collectivités.



© DDTM de la Loire-Atlantique

Aider l'installation des agriculteurs

Plus de 200 agriculteurs s'installent avec ou sans les aides dans le département.

Ils poursuivent le plus souvent l'activité des 350 exploitants qui cessent leur production chaque année.

Avec 149 demandes de Dotation jeune agriculteur (DJA) en 2019, la Loire-Atlantique est un département très dynamique de l'Ouest de la France (+ 5,7 % de dossiers par rapport à 2018).

La moitié des installations agricoles a pour activité principale l'élevage bovin (lait ou viande)

Projet agricole de Notre-Dame-des-Landes

1 100 ha, sur les 1 500 de l'ex-emprise aéroportuaire de NDDL, constituent des surfaces agricoles. La DDTM a accompagné le maintien de l'activité des agriculteurs anciennement présents et l'installation de jeunes agriculteurs désirant y développer leur activité. En ce sens, elle a instruit les demandes d'autorisation d'exploiter, les dossiers d'aide à l'installation, et pour certains à la conversion à l'agriculture biologique.

Des baux agricoles avec des clauses environnementales ont également été finalisés.

Le versement des aides de la PAC en temps et en heure

Cette année, plus de 4 150 exploitations agricoles ont demandé une aide au titre des soutiens directs de la Politique agricole commune (PAC).

Par ailleurs pour la première fois en Loire-Atlantique des éleveurs (Brière et Estuaire de Loire) ont pu bénéficier des Indemnités compensatrices au handicap naturel (ICHN). Au total près de 335 exploitants ont obtenu plus de 2,66 M€.



© Laurent Migaux / Terra

Un territoire soumis aux calamités agricoles

Le régime des calamités agricoles constitue un filet de sécurité qui assure aux agriculteurs un premier niveau de couverture suite à des dommages résultant de phénomènes climatiques exceptionnels.

Les producteurs de moules de la Baie de Pont Mahé ont déclaré des surmortalités mytilicoles au mois de juillet 2018 suite à une augmentation significative de la température de l'eau. Les producteurs impactés ont pu à la faveur de ce dispositif être indemnisés en 2019.

Près de 105 M€ ont été attribués aux agriculteurs du département au titre du 1^{er} pilier de la PAC (aides découplées, aides couplées végétales, aides animales)

+ La DDTM, c'est aussi...

- 1 040 dossiers en agriculture biologique et 726 dossiers en Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)
- 650 dossiers instruits au titre du contrôle des structures
- 218 projets instruits au titre du Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCEA)
- 775 contrôles coordonnés relevant de la Politique agricole commune (PAC)



Cécilia
MATHIS
Eau,
environnement

Environnement, eau et biodiversité

Gérer la ressource en eau et en améliorer la qualité, préserver et reconquérir la biodiversité, développer les énergies renouvelables, encadrer les activités de pêche et de chasse : autant de sujets pour lesquels la DDTM accompagne les parties prenantes, instruit leurs projets et en contrôle la réalisation.

Recensement des aires de carénage pour améliorer la protection de l'environnement

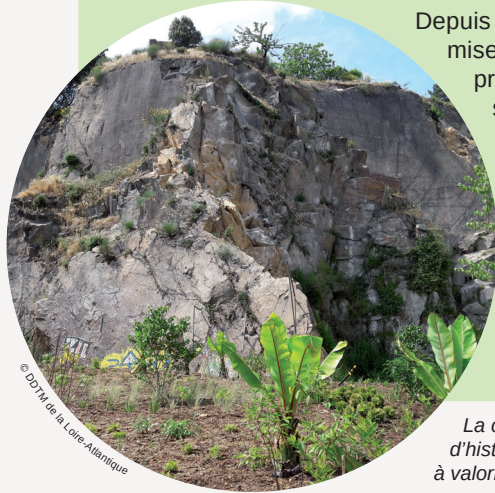
Le carénage, opération visant à entretenir les coques de bateaux, peut polluer à cause des biocides présents dans les peintures. La DDTM a mis à jour l'inventaire national des aires de carénage pour la Loire-Atlantique, en application de la directive cadre « stratégie pour le milieu marin » qui vise à réduire leurs incidences environnementales. 25 chantiers nautiques, 27 aires de carénage dans les ports et 5 en zones de mouillages ont été recensés.

Protéger les géotopes

Depuis 2015, un décret prévoit la mise en place de mesures de protection applicables aux sites d'intérêt géologique remarquables ou méritant une attention particulière.

À ce titre, la carrière de Miséry, lieu du nouveau jardin extraordinaire de Nantes, voit la lisibilité de certaines parties du front de taille préservées.

La carrière de Miséry, 500 ans d'histoire nantaise et un front de taille à valoriser



© DDTM de la Loire-Atlantique



Sylvie
ORNH
Gestion de crise

Gestion de crise

En tant qu'expert des territoires, la DDTM assure une mission d'appui auprès du préfet dans la gestion des crises.

Elle est mobilisée par la préfecture pour le conseil et la mise en œuvre des moyens dans de nombreux plans de gestion de crise : inondations, pollution maritime, risques technologiques, événements de mer.



Françoise
DENIS
Transports
et risques

Transports et gestion des risques

La DDTM est présente auprès des usagers en lien avec les services de la préfecture pour accompagner la politique des transports dans les domaines routiers et fluviaux dans un objectif de sécurité.

Des événements récurrents rappellent la nécessité de mieux connaître les risques naturels et technologiques pour les éviter ou à défaut les anticiper et protéger les populations.

Le Plan de prévention des risques (PPR) naturels ou technologiques constitue un des outils essentiels en matière de prévention des risques.

Anticiper les situations

La mission gestion de crise accompagne les différents services de la DDTM qui doivent intervenir en cas de crise. Elle opère également une veille active afin de prévenir ces situations. Ainsi, elle a suivi avec attention le niveau de la Loire sous le prisme « alimentation en eau potable » durant l'été.

Par ailleurs, elle participe aux nombreux exercices de sécurité civile organisés par la préfecture afin de renforcer l'efficacité des moyens et dispositifs mobilisés lors de ces crises.

Le 15 mai, la DDTM a participé à un exercice de préparation à un nouveau cas d'épizootie : la peste porcine africaine. Elle a collaboré avec la DDPP⁽³⁾ et s'est appuyée sur l'ONCFS⁽²⁾,



© Geste / IRC Pays de la Loire

l'ONF⁽³⁾ et la Fédération de chasse pour gérer une situation fictive de découverte d'un cadavre infecté en forêt du Gâvre. Cet exercice a permis de tester le dispositif.

⁽³⁾ DDPP : Direction départementale de la protection des populations
⁽³⁾ ONF : Office national des forêts

Renforcer la prévention des risques littoraux

Le dernier Plan de prévention des risques littoraux (PPRL) a été approuvé le 25 avril.

L'ensemble du littoral de la Loire-Atlantique est désormais couvert par 4 PPRL qui permettent de prendre en compte les risques de submersion marine et d'érosion côtière dans l'aménagement du territoire, en réglementant l'urbanisation des zones concernées.

La DDTM accompagne les particuliers dans leurs démarches pour réduire la vulnérabilité de leur logement situé en zone submersible.

Accompagner les Plans de prévention des risques technologiques

La Loire-Atlantique compte plusieurs entreprises Seveso seuil haut, qui ont conduit à élaborer 7 PPRT. Le dernier a été approuvé le 25 février. Quatre d'entre eux prescrivent des travaux de réduction de vulnérabilité face au risque d'accident industriel à près de 500 logements.

La DDTM accompagne les intercommunalités concernées qui proposent aux riverains une assistance personnalisée dans le cadre de leur programme logement.

Innover dans les transports fluviaux

La DDTM a délivré 170 titres de navigation dont un certificat de bateau pour un bac à passagers sur l'Erdre propulsé par une pile à combustible à hydrogène.

Cette première nationale innovante, fruit de réflexions depuis de nombreuses années, a nécessité un aménagement de la réglementation fluviale afin de respecter les directives européennes.



© DDTM de la Loire-Atlantique

+ La DDTM, c'est aussi...

- Près de **44 400** examens du permis de conduire organisés, dont **29 100** pour le permis B avec un taux de réussite de **62,8%**
- **5 500** autorisations de transports exceptionnels délivrées
- **200** avis sur projets au titre de la prévention des risques
- La gestion de la navigation en eaux intérieures sur 18 départements :
 - **2 000** permis de plaisance délivrés
 - **79** commissions de visites réalisées
 - **33** permis professionnels fluviaux délivrés
 - **178** manifestations nautiques autorisées en Loire-Atlantique
 - **328** cartes de circulation délivrées



Lise
VIROULAUD
Bâtiment, logement

Logement - Bâtiment

La DDTM déploie en Loire-Atlantique, avec les collectivités locales et les organismes HLM, la stratégie logement du gouvernement qui prévoit la production de 140 000 logements sociaux par an, dont 40 000 logements très sociaux à l'attention des ménages aux revenus très modestes, et la rénovation énergétique de 150 000 passoires thermiques occupées par des ménages en précarité énergétique.

Évolution du dispositif Ad'Ap

Le dépôt des Agendas d'accessibilité programmée (Ad'Ap) est arrivé à échéance le 31 mars. Les propriétaires d'Établissements recevant du public (ERP) qui n'ont pas déposé d'Ad'Ap ou d'attestation d'accessibilité sont désormais passibles de poursuites et d'amendes. La DDTM a lancé la procédure de sanction en parallèle du suivi des Ad'Ap existants.



Logements sociaux quartier Bagatelle à Saint-Herblain

Dématérialisation des procédures du logement social

L'État et les délégataires des aides à la pierre ont mis en place avec l'appui de la DREAL⁽⁴⁾ la dématérialisation des processus de financement des logements sociaux via le dispositif de suivi et de programmation « GALION ». Ainsi, les bailleurs d'Habitation à loyer modéré (HLM) peuvent suivre l'avancement de leurs programmes immobiliers, de la programmation des opérations à la notification des décisions de financement et jusqu'au paiement de la subvention versée au moment de la mise en service des logements.

Lutter contre l'habitat indigne

La mission LHI a élaboré un plan départemental de lutte contre l'habitat indigne 2019-2021. Il a pour but de renforcer la coordination entre les différents acteurs (État, ARS⁽⁴⁾, villes, tribunaux de grande instance, EPCI⁽⁴⁾, CAF⁽⁴⁾, ADIL⁽⁴⁾).

Ainsi, une articulation plus fine a été engagée avec les procureurs dans le traitement judiciaire des situations d'habitat indigne. Afin d'identifier au plus vite les situations d'habitat indigne, un plan de communication est prévu en direction des collectivités.



© Conçu par macrovector / Freepik

Fort développement de la rénovation énergétique



© Conçu par Freepik

Le programme Habiter mieux a rencontré un large succès à travers ses deux offres : Habiter mieux sérénité (bouquet de travaux) et Habiter mieux agilité dans le cadre du plan chaudière lancé par l'État en début d'année.

2 112 logements ont pu être financés en Loire-Atlantique soit une hausse de 61 % par rapport à 2018. Habiter mieux agilité a connu la plus forte progression avec 1 061 ménages aidés.

+ La DDTM, c'est aussi...

- Le suivi de **16** Programmes locaux de l'habitat (PLH)
- **38** communes suivies au titre de la loi Solidarité et au renouvellement urbain (SRU)
- **169** M€ d'aides au programme de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) de Nantes Métropole (convention signée le 4 octobre)
- **400** conventions de logements sociaux à l'Aide personnalisée au logement (APL)
- **1 318** logements neufs contrôlés au titre du règlement de la construction
- **130** logements déclarés insalubres par arrêtés préfectoraux

⁽⁴⁾ DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

⁽⁴⁾ ARS : Agence régionale de santé

⁽⁴⁾ EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

⁽⁴⁾ CAF : Caisse d'allocations familiales

⁽⁴⁾ ADIL : Agence départementale d'information sur le logement



Anne-Marie
PENN
Affaires juridiques
et contrôle de
légalité



Annaïg
LE MEUR
Observation,
prospective,
évaluation,
développement
durable



Patrice
BERTAUD
Secrétaire
général

Activités transversales

Valoriser les données au service des territoires

La DDTM valorise les données géographiques au service des territoires et les met à disposition du public dans le cadre de la politique d'ouverture des données. Elle réalise des traitements complexes de données pour l'aide à la décision concernant les dossiers à enjeux (ex : projet de réaménagement de Nantes-Atlantique, gestion du risque inondation) au bénéfice de la DDTM et des autres services de l'État.

L'innovation numérique au service des usagers

La DDTM a poursuivi la dématérialisation des procédures de déclaration et d'instruction via l'outil « démarches simplifiées ». Sept démarches sont actuellement en ligne, représentant plus de 2 500 dossiers déposés.

Par ailleurs, la DDTM accompagne les collectivités dans la dématérialisation des documents d'urbanisme via le Géoportail de l'urbanisme (GPU), plateforme nationale de diffusion et de consultation des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique.

Améliorer les conditions de travail

En avril à Châteaubriant, la sous-préfecture et les agents du réseau territorial de la DDTM ont été regroupés dans les locaux précédemment occupés par la DDTM, rue Gabriel Delatour. Ce rapprochement favorise la collaboration des services.

La DDTM a élaboré un plan d'actions handicap autour de trois thématiques, l'accès et le maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap ainsi que la sensibilisation, la communication et l'information relative au handicap. Ce plan a pour objectif de mobiliser tous les leviers d'actions pertinents au service de l'inclusion tout au long de la vie professionnelle des personnes en situation de handicap. Il a été validé lors du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) du 15 novembre.

La DDTM a acquis quatre véhicules électriques qui sont proposés à ses agents pour leurs déplacements professionnels.



© DDTM de la Loire-Atlantique



Défendre les intérêts de l'État

La mission juridique représente le préfet devant les juridictions administratives et pénales pour tous les dossiers contentieux relevant des domaines d'intervention de la DDTM.



© DDTM de la Loire-Atlantique

En octobre, le parquet de Saint-Nazaire a organisé en partenariat avec la DDTM une matinée d'information et d'échanges à l'attention des communes sur la problématique des constructions illégales. L'événement, qui s'est tenu au Palais de Justice de Saint-Nazaire, est le premier de ce type pour le département. Il a réuni plus de 150 élus et responsables de services municipaux.

+ La DDTM, c'est aussi...

- **315** personnes (**170 femmes et 145 hommes**) pour une moyenne d'âge de **50 ans**
- **3** directeurs gérés par le ministère de l'Intérieur
- **242** personnes rémunérées par le ministère de la Transition écologique et solidaire
- **31** personnes rémunérées par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation

- **39** personnes rémunérées par le ministère de l'Intérieur
- **109** jeux de données géographiques catalogués
- **54** Plans locaux d'urbanisme (PLU) téléversés sur le Géoportail de l'urbanisme (GPU)
- **142** prestations en géomatique réalisées en interne et en externe vers les services de l'État